Les Nations unies vues de l'intérieur (première partie)

Partage international n° 179 – Juillet 2003

Interview de Federico Mayor Zaragoza

par Carmen Font

Federico Mayor Zaragoza (né à Barcelone en 1934), biochimiste, s'est gagné l'estime de ses compatriotes et de la communauté internationale par un parcours tout entier consacré à la paix et au développement. Détenteur de plusieurs portefeuilles importants dans divers gouvernements de transition de l'après franquisme (de la fin des années 1970 au début des années 1980), puis député européen. Il fut ensuite directeur général de l'Unesco (1987-1999), organisation à laquelle il insuffla un nouvel élan, notamment en mettant en place un programme de réflexion et d'action intitulé Culture de la Paix*, dont la plate-forme fut adoptée en septembre 1999 par l'Assemblée générale des Nations unies. Refusant de se présenter à un troisième mandat, il créa à Madrid la Fundación Cultura de Paz, dont il est président. Il expose les raisons de l'affaiblissement des institutions internationales.*

Partage international : *Vous vous êtes déclaré contre la guerre en Irak et, plus généralement, contre tout conflit armé. L'un des principaux arguments avancés par l'Administration Bush en faveur de cette guerre était que, tous les moyens diplomatiques ayant échoué, elle restait la seule solution pour instaurer la paix et la liberté. Comment convaincre des dirigeants que l'on peut parvenir à la paix par le dialogue et la négociation, quelle que soit l'importance des différends ?*

Federico Mayor Zaragoza : Je voudrais dire aux Américains que nous avons aimé leur Pax Americana de 1945, et que nous détestons celle de 2003. Ce sont eux qui ont dit après la Seconde Guerre mondiale : *« Il nous faut rechercher des lignes directrices à l'échelle mondiale, un cadre de référence démocratique, un cadre d'existence globale. »*

Ils ont créé les Nations unies à San Francisco et c'est le système de Bretton Woods qui donna naissance à la Banque mondiale, initialement appelée Banque pour la reconstruction et le développement – choses que nous avons presque totalement oubliées. L'Onu existe précisément parce que *« nous, les peuples, sommes résolus à protéger nos enfants du fléau de la guerre… ».* C'est quelque chose que nous devons applaudir, car les Américains ne se sont pas bornés à dire qu'ils avaient gagné la guerre, ils ont assumé les responsabilités qui découlaient de leur victoire.

Comment expliquer, alors, que les années passant, les Etats-Unis ont marginalisé l'Onu, l'ont utilisé à leur convenance ? Les Etats-Unis ne peuvent utiliser les Nations unies comme si c'était une agence humanitaire – qui pourra, par exemple, prendre part à la reconstruction de l'Irak, mais une fois que l'Administration Bush aura signé de très lucratifs contrats avec des compagnies de reconstruction. L'Onu doit répondre clairement à une telle attitude : *« Non, nous ne sommes pas une simple agence humanitaire, ou de reconstruction. Nous sommes ici pour donner des lignes directrices et agir, et nous condamnons le fait que vous n'ayez pas suivi le sentier que nous avions indiqué. »*

PI. *Comment le respect de l'Onu par toutes les nations doit-il se traduire ?*

FMZ. A mon avis, nous avons besoin d'un certain nombre de valeurs morales, qui soient acceptées et respectées par tous, et ces valeurs se trouvent dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. N'oublions pas, non plus, que parmi ceux qui les ont le plus défendues, on trouve une citoyenne américaine, Eleanor Roosevelt. Elles existent pour tous.

J'ai protesté, par exemple, contre l'intervention au Kosovo avant même qu'elle ne soit déclenchée. Car c'était ouvrir une brèche dans un principe, et quand un principe n'est pas respecté, de nombreuses choses sont brisées, de nombreuses vies détruites, la confusion se répand, et beaucoup perdent ces lumières qui sont précisément nécessaires dans les temps obscurs. J'ai déclaré, en mars 1999 : *« En tant que directeur général de l'Unesco, je condamne cette invasion. »* Même si les motifs étaient justes, nous aurions dû passer par les canaux établis. Si les Etats-Unis, l'Otan et d'autres puissances européennes ne respectent pas ces principes, pourquoi la Russie devrait-elle le faire en Tchétchénie ou la Chine continentale vis-à-vis de Taiwan ?

Nous avons besoin d'un cadre de référence mondial pour établir des normes claires, avec un système de sanctions efficace. Nous avons besoin de renforcer

les institutions internationales ; c'est pourquoi je participe à un projet dans le cadre de l'Université polytechnique de Catalogne, projet baptisé Ubuntu – mot traditionnel africain qui signifie humanité et partage – et qui vise à instaurer un système d'institutions internationales plus efficace, plus représentatif et plus démocratique.

PI. *Quelle est la tâche principale de la Fundación Cultura de Paz ?*
FMZ. C'est de mettre en pratique la déclaration et le plan d'action qui ont été approvés à l'unanimité, en septembre 1999, par l'Onu. Je me suis aperçu, lorsque j'étais à l'Unesco, que nous étions soumis aux pressions qu'une minorité exerce sur la majorité. C'est la loi du plus fort. J'ai pensé qu'il était grand temps de dire qu'assez, c'est assez, car le prix en termes de vies humaines et de souffrance est si élevé qu'il nous faut tous, une fois pour toutes, travailler à mettre fin à la violence et à la contrainte. Nous devons proclamer que tous les êtres humains sont égaux, en dignité, en liberté – et, ainsi que le dit le premier article de la Déclaration universelle des droits de l'homme, vivre « *dans un esprit de fraternité* ». Tout est là. C'est à la fois très simple et très compliqué. Je ne peux plus accepter qu'une poignée de dirigeants continuent à utiliser la force au nom du peuple et de la démocratie, quand il est temps, à l'orée de ce nouveau siècle et de ce nouveau millénaire, de chercher par le dialogue des solutions concrètes aux grands problèmes.

PI. *C'est cet esprit qui a présidé aux récentes manifestations contre la guerre, dans le monde entier.*
FMZ. Exactement. Je crois que le 15 février 2003 a été un moment de grande espérance et peut-être même un tournant historique. Il est temps de dire à haute voix que nous voulons voir le peuple *« entrer en scène »*. Dans le passé, c'était le grand absent. Seuls comptaient quelques individus puissants, des leaders politiques ou religieux, par exemple ; les gens ordinaires n'existaient tout simplement pas. Il est temps, aujourd'hui, d'écouter ce qu'ils ont à dire. C'est cela, la culture de la paix.

PI. *Considérez-vous la guerre en Irak comme un échec des institutions internationales, en particulier de l'Onu ? Pour de nombreux experts et de nombreux citoyens ordinaires, la décision américaine de ne pas attendre une autre résolution des Nations unies pour attaquer l'Irak l'a affaiblie.*
FMZ. Les institutions internationales, et spécialement l'Onu, étaient déjà très affaiblies. Elles étaient faibles avant la guerre, elles sont maintenant fragiles. La preuve en est la totale impunité dont jouissent sur la scène internationale toute une série de turpitudes, comme, par exemple, les paradis fiscaux, les trafics de tous ordres et, pour m'arrêter là, la guerre en Irak, une guerre qui n'avait rien de nécessaire ni de légitime et qui, une fois encore, a battu en brèche le principe d'ordre international à l'échelle planétaire.
A mon avis, les Etats-Unis ont une énorme responsabilité, parce qu'ils attendent d'autres qu'ils respectent certaines normes onusiennes qu'eux-mêmes ne respectent pas. Ils demandent à l'Irak de les observer, tout en acceptant qu'Israël les enfreigne chaque jour.
Les Etats-Unis ont imposé au monde une *Pax Americana,* mais ils ne savent pas que faire de leur victoire. La prise de Bagdad par l'armée américaine fut suivie dès le lendemain par les pillages et le chaos. Pourquoi ? Parce que les Etats-Unis sont incapables de gérer correctement l'après-guerre. Les guerres ne font, généralement, qu'empirer les choses.

PI. *Et, dans ce cas particulier de l'Irak, la solution aurait été de… ?*
FMZ. Si la communauté internationale estime nécessaire d'écarter du pouvoir un tyran avéré comme Saddam Hussein, la première chose à faire est de créer une « Commission Vérité » – puis d'ouvrir et d'instruire un procès conformément aux règles et procédures définies par l'Onu. Pourquoi les Etats-Unis sont-ils hostiles à la Cour pénale internationale ? Parce qu'ils se refusent à employer toutes méthodes qui pourraient régler les conflits de manière pacifique. Dans le passé, ils ont souvent fait le choix de la force. Au Chili, par exemple, dans les années 1970, ils ont désapprouvé le verdict démocratique qui avait porté Allende à la présidence du pays ; ils l'ont éliminé et remplacé par Pinochet. Ils ont fait de même au Nicaragua avec Somoza, et en Argentine avec Videla et Massera. C'est pour des raisons analogues qu'ils n'ont pas signé le protocole de Kyoto, pour des « raisons intérieures », alors qu'il y va de la santé de la planète.
Ce que je dis, avec de nombreux officiels et citoyens ordinaires, c'est oui à la démocratie, bien entendu, mais à l'échelle internationale, et non seulement locale. Les Etats-Unis devraient être les premiers à accepter cette démocratie planétaire. Ils ne peuvent demander aux autres de se plier à la Convention de Genève lorsqu'il s'agit de prisonniers américains, alors qu'ils détiennent des prisonniers afghans dans la baie de Guantanamo.
S'il est vrai, comme le clament leurs dirigeants, qu'ils sont les grands défenseurs des droits de l'homme, qu'ils commencent par traiter à égalité tous les êtres humains. Je ne vois pas que les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne accordent le même traitement aux morts afghans ou irakiens qu'aux leurs. Les morts

palestiniens n'ont apparemment pas la même importance que les morts israéliens. Cette question est pour moi très grave, et je continuerai à dénoncer publiquement les gouvernants qui optent pour la violence.

PI. *Beaucoup pensent que l'Onu aurait dû agir plus énergiquement pour éviter la guerre, que c'est une institution quelque peu passive, et qu'elle devrait s'opposer aux pays ou aux dirigeants qui veulent la manipuler.*

FMZ. L'Onu n'est pas une institution par elle-même, mais un rassemblement de nations. Nous avons tous souhaité, lorsque le Mur de Berlin est tombé – grâce à ce grand homme d'Etat qu'est Mikhaïl Gorbatchev – que le monde recevrait les « dividendes de la paix » attendus. *« Enfin, nous aurons les deux milliards de dollars que certains Etats dépensent chaque jour en armements »,* nous sommes-nous dit ; nous nous réjouissions déjà d'en recevoir une partie, 10, 20, ou 30 % peut-être. Mais ces dividendes nous ont très vite été refusés, ce qui a rendu notre restructuration impossible. L'expression *« nous, les peuples »* ne fut pas entendue. Les Etats-Unis ont travaillé sans relâche à accroître le poids du G7 puis du G8 afin de réduire petit à petit l'Onu au silence. Et ils y sont parvenus : l'Onu est aujourd'hui devenue muette. Dernièrement, quelques pays ont élevé la voix ; je suis fier du Mexique et du Chili qui, conscients des risques qu'ils prenaient, ont eu le courage de dire aux Etats-Unis qu'ils ne voyaient pas de raisons objectives d'attaquer l'Irak. Bravo à la France, et à ces nations qui ont déclaré clairement que les allégations des Etats-Unis ne correspondaient à aucune réalité.

Lorsque j'ai entendu le président espagnol, José Maria Aznar, déclarer au parlement que telle ou telle personnes avaient été capturées en possession de substances toxiques, je me suis demandé s'il n'en savait pas plus que moi. J'attendais avec curiosité les résultats des laboratoires – non parce que ces substances toxiques auraient justifié une guerre – les processus de désarmement et les inspections avaient précisément pour but de démanteler les arsenaux dangereux. Mais j'aurais été étonné d'apprendre que Saddam Hussein, non content d'être un tyran, avait en plus choisi ce moyen pour briser la stabilité du monde. Quoi qu'il en soit, lorsque les laboratoires confirmèrent que ces substances soi-disant toxiques n'étaient rien d'au-tres que des détergents inoffensifs, lorsque les services de renseignements britanniques montrèrent que les personnes en cause n'avaient aucun lien avec Al Qaïda, lorsque des experts de la compétence et de la probité d'un Hans Blix déclarèrent n'avoir découvert aucune des armes supposées de destruction massive, alors les pays auraient dû dire aux Etats-Unis : *« Ne prétendez pas défendre la légalité internationale. »* Comme l'a fait le Secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, en affirmant sans ambiguïté qu'une guerre en Irak était illégale, qu'elle était entreprise malgré l'opposition de l'Onu et au mépris de la décision majoritaire du Conseil de sécurité.

PI. *Le droit de veto, dont on sait l'importance au Conseil de sécurité, constitue-t-il le problème majeur ?*

FMZ. Non, je ne crois pas. Le droit de veto a besoin d'être corrigé, comme de nombreux autres aspects des Nations unies – même si personne ne sait exactement comment. Au cours des 30 ou 40 dernières années, il y a eu des centaines de travaux et de propositions pour le remplacer et faire en sorte que les grandes puissances n'aient pas une influence disproportionnée dans l'Organisation. On a proposé, par exemple, de ne pouvoir en faire usage que dans des cas exceptionnels ; ou bien de procéder à une refonte du Conseil de sécurité. Car est-il imaginable que l'on prenne des décisions sans tenir compte de pays aussi peuplés que l'Inde, le Brésil ou le Nigeria, qui n'en sont pas membres permanents ? Toutes ces questions ont fait l'objet de travaux et de réflexion, mais depuis la fin des années 1970, les Etats-Unis ont toujours gardé la même position : *« Nous préférons nous passer des Nations unies, nous sommes les fondateurs de la Pax Americana. »* C'est le point de départ de l'hégémonie que nous connaissons actuellement, et qui a trouvé son point culminant dans la profonde blessure du 11 septembre.

PI. *A votre avis, les Nations unies ont-elles la capacité de fixer de véritables priorités internationales ?*

FMZ. Les Nations unies, non – mais les nations, unies, oui. L'Institution telle que nous la voyons fonctionner aujourd'hui, non – mais des Nations unies renforcées, oui.

Nous, la grande majorité, qui sommes étonnés de cette façon de gérer les choses – qui va à contre-courant de la démocratie – voulons dire qu'il y a des alternatives économiques et sociales, qu'il y a des alternatives environnementales, culturelles et morales. On ne peut accepter qu'un politicien abdique ses responsabilités devant le marché – c'est catastrophique. Car il est évident que le marché tranche toujours en faveur du profit, et aux dépens du peuple. En d'autres termes, l'ordre des priorités a changé, et il nous faut remettre les choses à leur juste place. Les Nations unies peuvent, devraient, aider véritablement à fixer des priorités, et elles le souhaitent, mais elles ne sont pas en mesure de le faire pour l'instant.

PI. *Avez-vous foi en l'avenir ?*
FMZ. C'est triste à dire, mais nous commençons le troisième millénaire avec une des crises les plus graves que le monde ait connues depuis des décennies. Ceux qui ont créé la démocratie internationale veulent aujourd'hui instaurer une hégémonie mondiale. Mais, heureusement, il y a les médias, il y a des caméras qui filment ce qui se passe, ce qui empêche les leaders d'agir d'une façon purement arbitraire ou d'adopter des pratiques inacceptables sous prétexte que l'état de guerre justifierait tout. C'est pourquoi j'ai tout de même confiance en l'avenir, car les dirigeants qui ne pensent qu'en termes de force commencent à sentir le vent tourner. Ils savent que, plus que probablement, il leur faudra écouter la voix des gens qui descendent dans la rue pour manifester. Il y a peu de temps, ils ne les entendaient même pas. Mais ce n'est plus possible aujourd'hui, même *eux* doivent les écouter. Qui plus est, ceux qui manifestent ont des propositions, ce qui, à mon avis, fait une différence énorme avec ce qui se passait auparavant. Depuis Porto Alegre (c'est-à-dire le Forum social mondial), il y a déjà des propositions concrètes pour un changement de direction, que les Nations unies prennent très au sérieux et sur lesquelles elles travaillent.

[Dans la deuxième partie de cette interview, Federico Mayor Zaragoza abordera les causes, économiques et politiques, des différences entre monde développé et monde en voie de développement, particulièrement en Afrique.]

Voir également : Unesco, rubrique « Culture de la Paix » et www.ubuntu. upc.es

Auteur : Carmen Font, professeur d'université et correspondante Share International. Elle réside en Espagne.
Thématiques : politique
Rubrique : Entretien